

FIDUCIAIRE DU FMI, SOUS FORME D'UN NOUVEAU MECANISME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL, CE QUI PERMETTRA DE REINJECTER QUELQUE 2,7 MILLIARDS DE DOLLARS. NOUS ESPERONS, GRACE A CES ENTRETIENS, TROUVER D'AUTRES SOURCES AFIN DE COMPLETER CES FONDS.

- NOUS SOMMES EN FAVEUR D'UNE HUITIEME RECONSTITUTION DES FONDS DE L'IDA à CONCURRENCE DE 12 MILLIARDS \$. CETTE SOMME NE NOUS PERMETTRA TOUTEFOIS DE RATTRAPER QU'UNE PARTIE DU TERRAIN PERDU EN RAISON DES DIFFICULTES RENCONTREES DURANT LA SEPTIEME RECONSTITUTION (IDA 7). SUR CES 12 MILLIARDS, IL CONVIENDRAIT D'UTILISER AU MOINS 1,5 MILLIARD EN CONJONCTION AVEC LE NOUVEAU MECANISME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL DU FMI. CELA PERMETTRAIT A LA PARTIE DE L'INITIATIVE BAKER CONCERNANT LES PAYS MOINS FAVORISES DE PRENDRE UN BON DEPART. AVEC LE MECANISME DU FMI ET LE FONDS SPECIAL DE LA BIRD POUR L'AFRIQUE, LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE DISPOSERA D'INSTRUMENTS PUISSANTS POUR PROMOUVOIR L'AJUSTEMENT AXE SUR LA CROISSANCE EN AFRIQUE.
  
- JE SOUHAITERAIS POURSUIVRE QUELQUES INSTANTS MON PROPOS SUR LE CAS DE L'AFRIQUE, CAR IL EST CLAIR QUE CELUI-CI REPRESENTE UN DEFI TOUT PARTICULIER. BIEN QU'IL SOIT EXTREMEMENT IMPORTANT, LE FINANCEMENT NE CONSTITUE QU'UNE PARTIE DU PROBLEME AFRICAIN. IL FAUT BIEN SUR ETABLIR UNE STRATEGIE COHERENTE, METTANT EN JEU LE FINANCEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL, LES POLITIQUES MACRO-ECONOMIQUES, LES POLITIQUES COMMERCIALES ET ENFIN LES POLITIQUES SECTORIELLES ET SOCIALES. IL FAUT EGALEMENT QUE LES GOUVERNEMENTS ET LES PEUPLES AFRICAINS FASSENT PREUVE DE LA VOLONTE POLITIQUE NECESSAIRE ET QUE LES PAYS DONATEURS RENOUELLENT LEUR ENGAGEMENT A LONG TERME A L'EGARD DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT. NOUS ESPERONS QUE LA PROCHAINE SESSION EXTRAORDINAIRE DES NATIONS UNIES SUR L'AFRIQUE PERMETTRA DE COMMENCER A ETABLIR CETTE VOLONTE POLITIQUE ET DE RENOUELER NOTRE ENGAGEMENT.
  
- EN TANT QUE DONATEURS, NOUS AVONS LA RESPONSABILITE DE VEILLER A CE QUE NOS PROGRAMMES D'AIDE AU DEVELOPPEMENT SOIENT COMPATIBLES AVEC LES OBJECTIFS D'AJUSTEMENT DES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES ET DES PAYS BENEFICIAIRES. IL CONVIENT D'ENCOURAGER LES EFFORTS DE LA BANQUE MONDIALE ET DES NATIONS-UNIES VISANT A COORDONNER L'AIDE AU DEVELOPPEMENT DES PAYS BENEFICIAIRES. IL SERA ESSENTIEL DE COORDONNER ET D'APPUYER LA REFORME